

City Politics, par EDWARD-C. BANFIELD et JAMES-Q. WILSON.
Un vol., 6 po. X 9½, relié, 362 pages. — HARVARD UNIVERSITY
PRESS et THE M.I.T. PRESS, Cambridge, Massachusetts, 1963

Denis Germain

Volume 40, numéro 3, octobre–décembre 1964

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002883ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002883ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Germain, D. (1964). Compte rendu de [*City Politics*, par EDWARD-C. BANFIELD et JAMES-Q. WILSON. Un vol., 6 po. X 9½, relié, 362 pages. — HARVARD UNIVERSITY PRESS et THE M.I.T. PRESS, Cambridge, Massachusetts, 1963]. *L'Actualité économique*, 40(3), 620–621. <https://doi.org/10.7202/1002883ar>

d'une certaine taille, un pool de profits sacrificable à d'autres buts que celui de produire dans les meilleures conditions possibles.

Jean-François Besson introduit ensuite un exemple de structure et de comportement dans le cadre de la C.E.C.A. : celui de la sidérurgie. Les chevauchements de participation financière et l'élucidation des conflits susceptibles de perturber l'harmonie de l'ensemble font ici l'objet d'une analyse serrée.

Dans les chapitres VII et VIII, Gilbert Rullière et Jean Ousset s'épaulent pour tenter de détruire le mythe de l'existence de la concurrence pure et parfaite dans le domaine de l'agriculture. Tour à tour, on y met en cause producteurs agricoles et industries agricoles et alimentaires. Il ne s'agit d'ailleurs pas de se borner à l'organisation du marché par l'État. Bien plus, on y montre de quelle façon l'organisation du marché par l'industrie transformatrice de matières premières d'origine agricole trouve son pendant dans la concentration des exploitations elles-mêmes que certains auteurs se plaisaient à citer en exemple lors de la formulation du concept d'atomicité de l'offre.

Finalement, dans un dernier chapitre, Pierre Kende schématise toutes les notions préalablement exposées dans une confrontation du concept de pouvoir et de la place qu'il se doit d'occuper dans l'analyse économique comme telle. Il ne s'agit plus ici de mesurer un degré d'éloignement de la concurrence parfaite et d'étaler les vices inhérents à une telle structure ; au contraire, il s'agit de faire état d'une réalité économique où effets de domination supposent quelque part effets de dépendance et où le mot intervention trouve une justification quelconque.

Robert St-Louis

City Politics, par EDWARD-C. BANFIELD et JAMES-Q. WILSON. Un vol., 6 po. × 9½, relié, 362 pages. — HARVARD UNIVERSITY PRESS et THE M.I.T. PRESS, Cambridge, Massachusetts, 1963.

MM. Banfield et Wilson donnent, dans cet ouvrage, un exposé complet et fort intéressant dans l'ensemble, de tout ce qui a trait à la politique municipale aux États-Unis. Ils ne discutent pas seulement des problèmes de l'administration municipale dans son sens restreint, mais ils prennent en considération le fait que chaque municipalité a ses propres caractéristiques et que, par conséquent, les institutions doivent, ou devraient, exister en fonction de ces caractéristiques de sorte qu'elles puissent trouver des solutions adaptées aux problèmes propres des groupes qu'elles représentent.

La première partie traite de la *nature* de la politique municipale et contient des considérations générales sur l'existence d'une autorité gouvernementale au niveau local. La seconde porte plus spécifiquement sur la *structure* de l'organisation politique à l'échelon municipal. Quelle place occupe la municipalité dans un système fédéral ? Comment se répartit l'autorité à l'intérieur de la municipalité ? Puis viennent des considérations sur les systèmes électoraux et la centralisation des influences. Les deux dernières parties concernent les différentes

LES LIVRES

formes politiques, d'une part, et, d'autre part, le rôle que jouent les différents groupes dans la politique municipale tels que les employés municipaux, les hommes d'affaires, les organisations ouvrières, la presse ; un chapitre traite de l'existence des Noirs et de leur influence sur la politique locale.

Les auteurs concluent que les transformations qui se produisent dans la population urbaine tendent à diriger la politique municipale dans le sens de l'esprit anglo-saxon avec tout ce que cela peut entraîner quant à l'honnêteté et à l'efficacité administrative. Cependant, il n'est pas démontré que ces vertus soient la garantie de meilleures solutions aux problèmes municipaux.

Bien qu'il s'adresse avant tout au public américain, ce volume ne manque pas d'intérêt pour tous ceux qui sont reliés de près à la question municipale. Au surplus, la formule adoptée pourra avantageusement servir de modèle à des études du genre pour d'autres pays.

Denis Germain

Canada and the Organization of American States, par JOHN-D. HARBRON. Une brochure, 6 po. × 9, 31 pages. — CANADIAN-AMERICAN COMMITTEE, 1963. (\$1.00).

Canada's Approach to Trade Negotiations, par L.-D. WILGRESS. Une brochure, 5½ po. × 8½, 68 pages. — CANADIAN-AMERICAN COMMITTEE, 1963. (\$1.00).

La question de la participation à part entière du Canada à l'O.E.A. a souvent été soulevée. La philosophie politique de l'organisation (inspirée de la doctrine Monroe) a empêché le Canada, du moins au début, d'y adhérer étant donné ses relations avec l'Angleterre. Cet obstacle à une participation canadienne a été levée lorsque le président Kennedy a lancé une invitation formelle au Canada lors de sa visite à Ottawa, en mai 1961. Pourtant, à l'exception d'un mouvement canadien-français qui prit naissance au cours des années 1930, l'opinion canadienne n'a jamais réclamé une participation du Canada à l'O.E.A. M. Harbron expose dans sa brochure les arguments pour et contre l'adhésion du Canada. Certains sont assez sérieux, d'autres le sont moins : par exemple, le fait que les Canadiens connaissent mal l'Amérique latine est invoqué comme argument contre la participation canadienne. On peut se demander si en restant en dehors de l'O.E.A., on sera incité d'acquérir cette connaissance que l'on considère comme indispensable.

Dans sa brochure, M. Wilgress expose tout d'abord les objectifs de la politique commerciale canadienne au cours de l'histoire, puis les négociations multilatérales de l'après-guerre dans le cadre du G.A.T.T. Il se réfère, par la suite, aux conditions nouvelles résultant de la création de la C.E.E. (et de ses récents développements) et du *Trade Expansion Act* américain et essaie d'évaluer les conséquences de cette évolution sur les négociations du G.A.T.T., et les implications politiques qu'elle comporte pour le Canada. Au chapitre 7 de sa bro-